L.436/I

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L 436/1
28 JUIN 1949
Transmis à M. Coordinatiebureau
Overgemaakt aan de H.

C.E. - R.S.
Entrée Binnen
29 JUIN 1949
N° .....
COORD.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Administration générale et des Pensions le 18 juin 1949 d'une demande d'avis urgent sur un projet d'arrêté du Régent portant le statut syndical des agents de l'Etat, a donné en sa séance du 22 juin 1949 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 18 Juni 1949 door de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen verzocht hem dringend van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent houdende het syndicaal statuut van het Rijkspersoneel, heeft ter zitting van 22 Juni 1949 het volgend advies gegeven:

L. 436/1. IT.

Le Conseil d'Etat, appelé à donner un avis d'urgence, a porté son examen sur les points suivants :

Le statut des agents de l'Etat avait institué dans chaque département ministériel au moins un comité du personnel et en outre un comité interdépartemental du personnel. L'arrêté royal du 14 décembre 1937 en avait déterminé la composition, l'élection et les pouvoirs.

Ainsi que le constate le rapport au Régent, "le projet ne s'écarte en rien des principes fondamentaux qui ont inspiré les textes antérieurs, mais ceux-ci ont fait l'objet d'aménagements ... "

Les comités du personnel s'appelleront désormais comités de consultation syndicale. En outre des conseils du personnel sont institués dans chaque service ou établissement comptant au moins vingt cinq agents en activité de service.

Les pouvoirs des comités de consultation syndicale sont définis avec une plus grande précision. S'inspirant de la loi sur l'organisation de l'économie, le gouvernement se propose d'associer les organisations représentatives du personnel à la gestion des oeuvres sociales établies pour le bien-être du personnel.

Consacrant un usage administratif existant depuis plus de vingt ans, le gouvernement réglemente le "détachement syndical". Des agents de l'Etat peuvent ainsi être détachés de l'administration pour se consacrer à la défense des intérêts professionnels de leurs collègues.

*

* *

L'arrêté royal du 14 décembre 1937 prévoyait déja la reconnaissance des organisations professionnelles. Le projet distingue entre la reconnaissance et l'agréation. Cette dernière est de droit dès qu'une association professionnelle reconnue a obtenu un siège à l'élection du comité départemental. Bien que dérivant de l'élection cette agréation est constatée par arrêté royal.

Les délégués des organisations professionneles doivent également être agréés pour participer aux comités de consultation syndicale et aux conseils du personnel.

Le refus ou le retrait de reconnaissance relèvent du pouvoir discrétionnaire du gouvernement. Ces dispositions se justifient en droit, étant donné la compétence attribuée aux commissions de consultation syndicale. Aucune loi n'oblige, en effet, le Roi à associer à la gestion des oeuvres sociales instituées dans les ministères des organisations professionnelles qui n'auraient pas reçu son investiture.

Les décisions de refus ou de retrait de reconnaissance sont qualifiées dans le rapport au Régent de "mesures d'ordre politique qui engagent la responsabilité ministérielle devant le Parlement et devant l'opinion"; elles n'en sont pas moins des actes administratifs au sens de l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946.

*

* *

Les dispositions relatives aux élections des comités de consultation syndicale reproduisent textuellement - à une ou deux retouches près - les articles 19 à 32 de l'arrêté royal du 14 décembre 1937.

L'article 17 de cet arrêté royal disposait : "La candidature des groupements est recevable si le dépôt de leurs statuts a été effectué au moins un an avant la date fixée pour l'élection".

Le projet ne porte donc atteinte à aucun droit acquis en écartant de la prochaine élection les organisations professionnelles qui n'auraient pas déposé leurs statuts avant le 1er janvier 1949.

*

* *

Le projet débute par un rappel de l'article 20 de la Constitution et de la loi garantissant la liberté d'association. Selon le rapport au Régent "ce préambule peut paraître juridiquement superfétatoire; il n'en constitue pas moins pour les agents de l'Etat et leurs associations une garantie et une satisfaction morale non négligeables."

Les garanties constitutionnelles, dont les Belges jouissent depuis l'origine du Royaume, n'ont nul besoin d'être réaffirmées dans un texte réglementaire. Le premier rapport du commissaire royal à la réforme administrative disait à ce sujet :

"Le droit d'association est garanti aux agents de l'Etat comme à tous les citoyens par l'article 20 de la Constitution. Il ne doit donc pas être affirmé dans le statut, ce serait, au contraire, réduire la portée de ce principe, d'autant plus que le statut n'est qu'un arrêté royal. Le droit d'association accordé par notre Constitution a d'ailleurs été renforcé dans tous les domaines par la loi du 24 mai 1921".

Le Conseil d'Etat, estimant que les articles liminaires sont juridiquement superfétatoires, est d'avis de les supprimer.

*

* *

Les membres des comités de consultation syndicale sont tenus au secret concernant les faits dont ils ont pris connaissance au cours de leur mission syndicale. La violation de cette obligation peut entrainer le retrait de l'agréation. Il semble inutile de prévoir en outre d'autres sanctions administratives "à déterminer par arrêté royal".

Les peines disciplinaires énumérées à l'article 77 du statut des agents de l'Etat peuvent être infligées aux membres des comités de de consultation syndicale, s'ils sont fonctionnaires. D'autre part, un arrêté royal ne pourrait en aucun cas porter contre des membres de ces comités qui n'auraient pas la qualité de fonctionnaire, d'autre peine disciplinaire que le retrait d'agréation.

+

+ +

Pour le surplus, le projet n'appelle que des modifications de forme, dont il a été tenu compte dans le texte ci-après proposé:

L. 436/1. IT.

ARRETE DU REGENT PORTANT LE STATUT SYNDICAL DES AGENTS DE L'ETAT.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 20 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment les articles 101, 3°, 115 et 116;

Vu le règlement général pour la protection du travail approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947 tels qu'ils ont été modifiés par les arrêtés du Régent des 6 juillet 1946, 12 février 1947, 17 août, 4 octobre et 17 novembre 1948;

Vu l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires, notamment l'article 16, 3°;

Vu l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire, notamment l'article 15, 3°;

Vu l'avis de la Commission de consultation syndicale constituée par l'arrêté du Régent du 28 août 1946, modifié par l'arrêté du Régent du 18 octobre 1946;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Premier Ministre, du Ministre de l'Administration générale et des Pensions et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

TITRE Ier - CHAMP D'APPLICATION DU STATUT SYNDICAL.

Article 1er.-

Le présent statut syndical est applicable aux agents soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937, à l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 ou à l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 et à toute autre personne qui preste ses services aux administrations de l'Etat au moins pendant cinquante heures par mois.

TITRE II.- RECONNAISSANCE ET AGREATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES.

Article 2.-

Sont reconnues auprès d'un département ministériel les organisations syndicales des agents de l'Etat qui y déposent une copie de leurs statuts et la liste de leurs dirigeants responsables. Ces documents sont envoyés au ministre sous pli recommandé à la poste.

Toutefois, la reconnaissance peut être refusée par décision ministérielle motivée dans les deux mois qui suivent le dépôt des statuts.

La reconnaissance peut en tout temps être retirée par arrêté royal motivé.

La reconnaissance des fédérations d'organisations syndicales s'obtient aux mêmes conditions par l'envoi de leurs statuts et de la liste de leurs dirigeants responsables au ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Article 3.-

Toute modification aux statuts ainsi que tout changement dans la composition des comités ou des conseils d'administration des organisations syndicales reconnues doivent être portés immédiatement à la connaissance du ou des ministres intéressés.

./.

Article 4 -

Toute organisation syndicale reconnue peut être agréée soit auprès d'un département ministériel, soit auprès de l'ensemble de ceux-ci.

Elle est agréée auprès d'un département ministériel lorsqu'elle a obtenu à l'élection prévue au titre VII du présent arrêté au moins un siège au comité départemental de consultation syndicale institué au sein de ce département.

Elle est agréée auprès de l'ensemble des départements ministériels lorsqu'elle a obtenu à l'élection visée à l'alinéa précédent au moins un siège au comité interdépartemental de consultation syndicale.

Toute organisation syndicale reconnue est agréée par arrêté royal dans les deux mois qui suivent la publication des résultats de l'élection visée aux deux alinéas précédents.

TITRE III. MODALITES DE L'ACTION SYNDICALE EXERCEE PAR LES ORGANISATIONS RECONNUES ET PAR LES ORGANISATIONS AGREEES.

Section première - Mission et compétence des organisations syndicales reconnues.

Article 5 -

Les organisations syndicales ont qualité pour entretenir directement des relations avec les ministres qui les ont reconnues.

Article 6 -

Les organisations syndicales reconnues participent à la gestion des oeuvres sociales établies ou à créer pour le bien-être du personnel, selon des modalités à déterminer par arrêté royal.

Elles désignent les représentants du personnel dans les conseils du personnel, compte tenu du nombre de sièges qu'elles y obtiennent à l'élection prévue au titre VII du présent arrêté.

Article 7 -

Les organisations syndicales sont autorisées à placarder des avis dans les départements ministériels auprès desquels elles sont reconnues.

Ces avis sont visés préalablement à leur affichage par un fonctionnaire désigné à cette fin par le ministre.

Article 8 -

Les organisations syndicales reconnues peuvent tenir des réunions, en dehors des heures de service, dans les bâtiments des administrations de l'Etat, sous réserve de l'autorisation du ministre ou de son délégué.

Section II - Compétence liée à l'agréation des organisations syndicales reconnues.

Article 9 -.(Voir article 11 du projet du Gouvernement) ...

Article 10 -

Les organisations syndicales agréées auprès d'un ou de plusieurs ministres ont seules qualité pour introduire des réclamations ou des revendications présentées par un agent déterminé.

Dans ce cas, les différentes autorités administratives, chacune dans la limite de sa compétence, examinent les réclamations et les revendications formulées; elles font rapport à leurs supérieurs hiérarchiques et leurs communiquent leurs observations et leurs conclusions.

Tout agent visé à l'article 1er du présent arrêté, appelé à justifier ses actes devant un supérieur hiérarchique, peut demander l'assistance d'un délégué d'une organisation syndicale agréée.

Aucun agent visé à l'article 1er du présent arrêté et qui fait défendre ses intérêts professionnels par un délégué d'une organisation syndicale agréée dont il est membre, n'est privé des recours hiérarchiques qui lui sont personnellement ouverts.

Dans les cas prévus à l'alinéa 3, du présent article, il ne peut se soustraire aux ordres donnés par ses supérieurs; il doit produire sans délai toute déclaration exigée par le Comité supérieur de Contrôle.

Section III - Dispositions applicables aux délégués syndicaux.

Article 11 -

Les délégués responsables des organisations syndicales agréées et ceux régulièrement mandatés peuvent seuls accomplir une mission syndicale auprès de l'administration.

Toute mission à exercer par les délégués des organisations syndicales dans les comités de consultation syndicale ainsi que dans les conseils du personnel doit être agréée par le ministre compétent. Ce ministre ne peut ni refuser ni retirer l'agréation avant d'avoir pris l'avis du comité ou du conseil dans lequel l'intéressé est appelé à exercer ou exerce sa mission.

Toute mission syndicale à exercer dans un conseil du personnel ne peut être confiée qu'à des agents définitifs se trouvant en activité de service dans les établissements ou services pour lesquels ce conseil de personnel a été créé. L'activité de service est la position de l'agent qui, régulièrement titulaire d'un grade, exerce effectivement les fonctions de l'un des emplois correspondants.

Article 12 -

Les agents visés à l'article 1er du présent arrêté ne peuvent exercer de mission syndicale qu'en faveur du personnel des services publics.

S'ils participent aux travaux des commissions et des comités créés au sein des organisations syndicales agréées, ils obtiennent des congés spéciaux.

Ces congés, dûment autorisés par l'autorité compétente, n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul du congé annuel de vacances. Ils ne donnent lieu à aucune prestation compensatoire.

S'ils sont désignés par une organisation syndicale agréée pour représenter le personnel des services publics de façon régulière et permanente, les agents visés à l'article 1er du présent arrêté, ne peuvent rester en fonctions dans leur emploi ni continuer à en exercer les attributions.

Article 13 -

Pendant la suspension de service qu'ils obtiennent conformément à l'alinéa 4 de l'article 12, les agents visés à l'article 1er du présent arrêté se trouvent dans la position du détachement syndical.

Cette position leur permet de continuer à bénéficier dans le cadre de leur département d'origine de leurs droits à l'avancement et à la retraite.

L'avancement visé à l'alinéa précédent est déterminé par le dernier signalement attribué avant le détachement.

L'article 19 de l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat leur est applicable.

Article 14 -

En cas de promotion de grade dans le cadre de leur administration, les agents visés à l'article 13 du présent arrêté sont tenus d'exercer leurs nouvelles fonctions pendant un an au moins.

Toutefois, cette obligation ne leur incombe pas lors de leur première promotion de grade.

Si les dispositions réglementaires en vigueur imposent une période d'essai pour l'octroi de la première promotion, les mêmes agents peuvent bénéficier de la dite promotion dans la position du détachement, sous réserve d'effectuer de manière satisfaisante la période d'essai lors de leur rentrée en service.

Article 15-

Les agents visés à l'article 13 du présent arrêté continuent à percevoir la rémunération qui leur aurait été liquidée et payée s'ils étaient restés en activité de service, déduction faite de toutes retenues légales ou réglementaires.

Le Trésor en supporte la charge sous réserve du recouvrement indiqué à l'alinéa suivant.

L'organisation syndicale agréée représentée par des agents visés à l'article 13 du présent arrêté ristourne chaque trimestre à l'Etat le montant global des sommes effectivement déboursées en leur faveur par le Trésor pendant le trimestre précédent.

La reconnaissance est retirée de la manière prévue à l'article 2, alinéa 3 du présent arrêté aux organisations syndicales qui, à l'expiration d'un trimestre, n'ont pas effectué les rist urnes prévues à l'alinéa précédent.

La situation pécuniaire des agents qui obtiennent des congés spéciaux en vertu de l'article 12 du présent arrêté, est réglée eonformément aux dispositions des alinéas précédents.

Article 16 -

Après l'accomplissement d'une mission syndicale, les agents visés à l'article 13 du présent arrêté sont réintégrés dans le cadre de leur administration d'origine.

Ils sont réaffectés à l'emploi dont ils sont titulaires.

Article 17-

Une carte individuelle d'agréation est remise aux délégués syndicaux permanents. Sa forme,ses mentions et ses conditions de délivrance sont déterminées par le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Article 18 -

Les délégués des organisations syndicales sont tenus de ne rien révéler des faits et documents de caractère confidentiel dont ils ont pris connaissance au cours des réunions des comités de consultation syndicale et des conseils de personnel. Le ministre est seul juge du caractère confidentiel de ces faits et documents.

La violation du secret prescrit à l'alinéa précédent fera l'objet de sanctions administratives. Elle peut avoir pour conséquence immédiate le retrait de l'agréation prévue à l'article 11, alinéa 2, du présent arrêté. Elle peut également entraîner sans délai le rappel en activité de service des agents visés à l'article 13 du même arrêté.

TITRE IV. DES COMITES DE CONSULTATION SYNDICALE.

Section première.- Dispositions organiques générales.

Article 19.-

Pour les administrations de l'Etat sont créés les comités de consultation syndicale suivants:
1° le comité interdépartemental de consultation syndicale;
2° les comités départementaux de consultation syndicale;
3° le cas échéant, des sous-comités de consultation syndicale.

Les sous-comités de consultation syndicale peuvent être créés par arrêté ministériel dans chaque administration ou service ou par groupe d'administration ou de services dans les départements comptant plus de quinze cents agents en activité de service.

Article 20- ...(voir article 26 du texte du Gouvernement)...

Article 21.-

Le comité interdépartemental de consultation syndicale détermine, par son règlement d'ordre intérieur, le mode suivant lequel il exerce ses attributions, en se conformant au présent arrêté.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Article 22.- ...(voir article 28 du texte du Gouvernement)...

Article 23.-

Les comités de consultation syndicale ne peuvent délibérer que si la majorité de leurs membres ayant voix délibérative est présente.

Les délégués syndicaux représentant le personnel et les agents représentant le ministre intéressé qui prennent part au vote doivent être en nombre égal.

Des personnes réputées pour leurs connaissances techniques peuvent être appelées à donner leur avis aux divers comités de consultation syndicale chaque fois que leur consultation s'avère opportune.

Article 24.-

Toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages.

En cas de partage des voix, la proposition est rejetée.

Article 25.-

Le ministre intéressé arrête l'ordre du jour des comités de consultation syndicale et délègue à leurs présidents le soin de fixer la date des séances.

L'ordre du jour est adressé aux membres effectifs et suppléants.

Les comités de consultation syndicale ne peuvent mettre en discussion ni en délibération d'autres questions que celles portées à l'ordre du jour.

Article 26.-

Les séances des comités de consultation syndicale sont ouvertes et closes par leur président. Celui-ci dirige les débats et assure l'ordre de l'assemblée. En aucun cas, il n'a voix délibérative.

Un agent désigné par le président dresse procès-verbal des avis, des voeux et des votes émis au cours des séances tenues par les comités de consultation syndicale.

Il est permis à chaque membre de la minorité de faire acter son vote au procès-verbal.

Au procès-verbal de la séance peut être jointe, le cas échéant, une note succincte rédigée par la minorité.

Un exemplaire du procès-verbal est envoyé, sous la signature du président, à tous les membres effectifs et à tous les membres suppléants ainsi qu'aux présidents des organisations syndicales agréées représentées aux comités de consultation syndicale.

Les décisions prises par les ministres sur l'un des objets relevant de la compétence d'avis des comités de consultation syndicale sont portés à la connaissance de ces comités dans le délai d'un mois.

Section II - Composition des comités de consultation syndical

Article 27 -

Le comité interdépartemental de consultation syndical est composé d'un président et de vingt-quatre membres effectifs. Les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés en nombre égal par les organisations syndicales agréées et par le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions avec l'accord du ministre qui dirige le département où, le cas échéant, ils prestent leurs services.

Le comité interdépartemental de consultation syndicale est présidé par le secrétaire général du département auquel est rattaché le service d'administration générale.

En cas d'empêchement du secrétaire général, la présidence est assumée par le délégué du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Ce ministre assiste aux séances du comité interdépartemental de consultation syndicale chaque fois qu'il le juge utile. Dans ce cas, il préside l'assemblée.

Article 28 - ... (Voir article 34 du projet du Gouvernement) ...

Article 29 - ... (Voir article 35 du projet du Gouvernement) ...

Article 30 - ... (Voir article 36 du projet du Gouvernement) ...

Section III - Compétence des comités de consultation syndicale.

Article 31 -

Sont soumises pour avis aux comités de consultation syndicale par les ministres intéressés ou par les organisations syndicales agréées :

1° toutes questions touchant le statut administratif et pécuniaire des agents, la classification des fonctions et la qualification des emplois;

./...

2° toutes mesures relatives à la formation professionnelle des agents, à l'organisation matérielle des services, à l'amélioration des conditions de travail, à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Toutes instructions relatives à cette matière sont transmises en cinq exemplaires aux organisations syndicales intéressées.

Article 32 -

Le comité interdépartemental de consultation syndicale donne son avis sur les questions et sur les mesures visées à l'article 31 lorsque ces questions ou ces mesures intéressent le personnel ou une partie du personnel de plusieurs ou de tous les départements ministériels.

Les comités départementaux de consultations syndicale ont même compétence que le comité interdépartemental de consultation syndicale pour les questions et les mesures intéressant directement le personnel d'un seul département.

Les sous-comités de consultation syndicale ont même compétence que les comités départementaux de consultation syndicale pour les questions et les mesures intéressant directement le personnel des administrations ou services pour lesquels ils sont institués.

Les sous-comités de consultation syndicale communiquent leurs avis au comité départemental de consultation syndicale dont ils dépendent.

Sauf avis contraire du comité départemental de consultation syndicale, les sous-comités de consultation syndicale peuvent adresser un rapport au chef de l'administration ou du service pour les questions intéressant uniquement cette administration ou ce service.

Article 33 -

Les conflits d'attributions entre le comité interdépartemental de consultation syndicale et les comités départementaux de consultation syndicale sont tranchés par le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions

Article 34 -

Les membres effectifs et suppléants des comités de consultation syndicale peuvent se faire remettre toute documentation générale et toutes instructions relatives aux affaires portées à l'ordre du jour.

Article 35 - ...(Voir article 41 du projet du Gouvernement) ...

Article 36 -

Les membres effectifs et, à leur défaut, les membres suppléants des comités de consultation syndicale sont en outre admis à assister sur présentation de leur carte d'agréation aux enquêtes administratives autres que celles prévues à l'article 35 et portant sur des objets de leur compétence à l'exception de celles qui revêtent un caractère confidentiel et de celles menées par le comité supérieur de contrôle.

Le ministre est seul juge du caractère confidentiel des enquêtes. Les délégués syndicaux ne peuvent assister aux enquêtes disciplinaires qu'avec l'assentiment des agents qui en font l'objet.

Article 37 -

Les membres effectifs et, à leur défaut, les membres suppléants des comités de consultation syndicale obtiennent dans les huit jours communication du rapport établi sur les enquêtes visées à l'article précédent.

Dans les trois jours de la réception de ce document, ils ont la faculté de présenter une note d'observations qui sera jointe au dossier.

Les personnes qui participent à une enquête visée à l'article 36 prennent l'engagement sur l'honneur de ne rien révéler des faits et documents portés à leur connaissance à cette occasion.

TITRE V - DES CONSEILS DU PERSONNEL -

Article 38 -

Par service ou par établissement comptant au moins vingt-cinq agents en activité de service, il est créé un conseil du personnel.

Ce conseil ... (voir article 44 du projet du Gouvernement)...

Article 39 -

La présidence de chaque conseil du personnel ...(voir article 45 du projet du Gouvernement)...

Article 40 -

Le ministre est représenté au conseil du personnel par le délégué du chef de l'établissement ou du service. La représentation du ministre est complétée, le cas échéant, par les personnes suivantes :

1° le chef du service de sécurité et d'hygiène;
2° un membre du personnel de maîtrise;
3° le médecin attaché à l'établissement ou au service;
4° l'assistant social attaché à l'établissement ou au service;
5° un agent dont l'emploi répond à une qualification technique;
6° d'autres membres du personnel.

Article 41 -

Les conseils du personnel donnent leur avis sur les questions et sur les mesures visées à l'article 31 du présent arrêté, à l'exclusion ... (voir article 47 projet du Gouvernement) ...

Article 42 -

Les conseils du personnel remplissent les ...(voir article 48 du projet du Gouvernement)...

Article 43 -...(Voir article 49 du projet du Gouvernement)...

Article 44 -...(Voir article 50 du projet du Gouvernement)...

Article 45 -...(Voir article 51 du projet du Gouvernement)...

Article 46 -...(Voir article 52 du projet du Gouvernement)...

Article 47 -...(Voir article 53 du projet du Gouvernement)...

Article 48 -...(Voir article 54 du projet du Gouvernement)...

./...

TITRE VI - DISPOSITIONS SPECIALES APPLICABLES AUX MEMBRES DES COMITES DE CONSULTATION SYNDICALE ET AUX MEMBRES DES CONSEILS DU PERSONNEL.

Article 49 -

Les agents visés à l'article ler du présent arrêté et appelés à siéger dans les comités de consultation syndicale ou dans les conseils du personnel en qualité de membre effectif, de membre suppléant ou de personne réputée pour ses connaissances techniques bénéficient de congés spéciaux ou de suspensions de service pour leur permettre d'assister aux séances de ces comités ou de ces conseils.

Sans préjudice aux dispositions qui font l'objet des articles 11 à 18 du présent arrêté, les avantages prévus à l'alinéa précédent ne peuvent donner lieu à aucune prestation compensatoire. Toutefois, ils ne sont accordés que sur présentation de la convocation envoyée sous la signature soit du président du comité de consultation syndicale ou du conseil du personnel, soit du secrétaire de l'organisation syndicale ayant qualité pour désigner un membre suppléant ou une personne réputée pour ses connaissances techniques.

La convocation indique le nom de l'agent appelé à siéger ainsi que les jour et heures des séances.

Article 50 - ... (Voir article 56 du projet du Gouvernement) ...

Article 51 -

Pour l'accomplissement de leur mission, les membres des comités de consultation syndicale et des conseils du personnel bénéficient des indemnités de déplacement et des facilités de transport prévues par les règlements d'administration.

Pour l'application du présent article, aucune distinction n'est faite entre les membres effectifs, les membres suppléants et les personnes désignées en raison de leurs connaissances techniques pour donner leur avis aux comités de consultation syndicale.

Article 52 - ... (Voir article 58 du projet du Gouvernement) ...

TITRE VII - ELECTION.

Section première - Dispositions générales.

Article 53 -

Tous les trois ans, au cours du premier trimestre, une élection détermine à quelles organisations syndicales reconnues le personnel entend confier la désignation de ses délégués aux comités de consultation syndicale et aux conseils du personnel. Le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions fixe la date de cette élection. Il n'y a pas d'élection lorsqu'une seule organisation syndicale reconnue se présente ou lorsque les organisations en compétition se sont mises d'accord sur la représentation à accorder à chacune d'elles. Cet accord, qui doit être signé par des délégués responsables de chaque organisation, est valable pour la durée des mandats à conférer.

Article 54 - Est recevable la candidature des organisations syndicales reconnues conformément à l'article 2 du présent ...(voir article 60 du projet du Gouvernement)... sous réserve d'écrire "lettre recommandée à la poste"

Article 55 - ... (voir article 61 du projet du Gouvernement)... sous réserve d'écrire "lettre recommandée à la poste"

Section II - Electorat.

Article 56 -

Ont droit de suffrage les personnes visées à l'article 1er du présent arrêté pour autant qu'elles soient en activité de service depuis un an au moins.

Chaque électeur n'a droit qu'à une voix. En cas de cumul de fonctions, il ne peut exercer son droit de suffrage que du chef de la fonction principale.

Ne pourront prendre part à l'élection :

1° les agents dont les services sont suspendus à titre préventif ou disciplinaire;

2° les agents soumis à une période légale d'appel ou de rappel sous les armes;

3° les agents absents pour cause de maladie ou d'infirmité et remplacés dans le cadre, à l'exception des agents admis au régime spécialement réservé aux agents blessés en service;

4° les agents mis en disponibilité.

Section III - Votation et opérations du scrutin.

Article 57 - ... (voir article 64 du projet du Gouvernement)...

Article 58 - ... (voir article 65 du projet du Gouvernement)...

Article 59 - ... (voir article 66 du projet du Gouvernement)...

Article 60 -

Chacune des administrations chargées d'organiser les élections fait parvenir en temps opportun aux présidents des bureaux de vote, sous enveloppe cachetée, les bulletins nécessaires à l'élection. Le modèle de ces bulletins est annexé au présent arrêté. La suscription de l'enveloppe indique, outre l'adresse du destinataire, le nombre de bulletins qu'elle contient. Cette enveloppe ne peut être décachetée et ouverte qu'en présence du bureau, régulièrement constitué, et des témoins visés à l'article 63. Le nombre des bulletins est vérifié et le résultat de cette vérification indiqué au procès-verbal.

Article 61 - ... (Voir article 68 du projet du Gouvernement)...

Article 62 -

L'électeur noircit, au moyen d'un crayon mis à sa disposition, le point blanc se trouvant dans la case au-dessus du nom de l'organisation syndicale reconnue pour laquelle il veut voter.

Sont nuls :

1° les bulletins portant un vote pour plus d'une organisation syndicale reconnue;

2° les bulletins qui n'émanent pas du bureau où le vote a lieu;

3° les bulletins souillés, ceux qui porteraient une marque et ceux dont les formes ou dimensions auraient été altérées.

Si, par inarvertance, l'électeur souille ou détériore un bulletin, il peut en recevoir un autre du président en lui remettant le premier qui sera annulé.

Article 63 - ... (Voir article 70 du projet du Gouvernement)...

Article 64 - ... (Voir article 71 du projet du Gouvernement)...

Article 65 - ... (Voir article 72 du projet du Gouvernement)...

Article 66 -

Si la nécessité en est reconnue, certains électeurs isolés peuvent être autorisés à faire parvenir leur bulletin de vote sous double enveloppe au bureau de vote qui leur est désigné. L'enveloppe extérieure portera la même mention imprimée que celle indiquée à l'article précédent.

L'enveloppe intérieure ne sera ouverte qu'au bureau de dépouillement.

Article 67 - ...(Voir article 74 du projet du Gouvernement)...

Article 68 - ...(Voir article 75 du projet du Gouvernement)...

Article 69 - ...(Voir article 76 du projet du Gouvernement)...

Article 70 - ...(Voir article 77 du projet du Gouvernement)...

Article 71 - ...(Voir article 78 du projet du Gouvernement)...

Article 72 -

Les opérations visées aux articles 69 et 71 alinéa 2 du présent arrêté se font dans le mois qui suit la notification des résultats au ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

A ces opérations assistent des témoins représentant les diverses organisations syndicales reconnues ayant participé à l'élection.

Les ministres en font connaître les résultats au personnel et aux organisations syndicales reconnues.

Article 73 - ...(voir article 80 du projet du Gouvernement)... sous réserve d'écrire "lettre recommandée à la poste".

Article 74 - ...(Voir article 81 du projet du Gouvernement)...

Section IV - Dispositions transitoires.

Article 75 -

Les organisations syndicales groupant des agents de l'Etat définitifs et qui ont participé à l'élection organisée au cours de l'année 1938 pour la formation des comités du personnel ainsi que celles qui ont déposé leurs statuts auprès d'un ou de plusieurs départements avant le 1er janvier 1949, peuvent seules poser leur candidature à l'élection qui aura lieu dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

TITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES.

Article 76 -

Sont abrogés à la date de la notification des résultats des élections visées à l'article 72, alinéa 3, du présent arrêté:

1° le titre XIV de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

2° l'arrêté royal du 14 décembre 1937 portant création des comités du personnel de l'Etat;

3° l'arrêté du Régent du 28 août 1946 constituant auprès du Ministère du Budget une Commission de consultation syndicale, modifié par l'arrêté du Régent du 18 octobre 1946.

Article 77 -

Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LA REGENT :

Le Premier Ministre,

Le Ministre de l'Administration générale et des Pensions,

De Raad van State, verzocht om dringend advies uit te brengen heeft de volgende punten onderzocht:

Het statuut van het Rijkspersoneel had in elk ministerieel departement ten minste één personeelsraad en bovendien een interdepartementale personeelsraad opgericht. Samenstelling, verkiezing en bevoegdheid er van werden bepaald bij koninklijk besluit van 14 December 1937.

Zoals is vastgesteld in het verslag aan de Regent , "wijkt het ontwerp in genen dele af van de grondbeginselen waarop de vroegere teksten berusten, doch deze laatste werden aangepast . . ."

Voortaan zullen de personeelsraden syndicale comité's van advies worden genoemd. Bovendien worden in iedere dienst of instelling, waarvan het personeel in werkelijke dienst ten minste vijf en twintig leden telt, personeelsraden opgericht.

De bevoegdheid van de syndicale comité's van advies zijn met meer nauwkeurigheid bepaald. Hierbij de wet tot organisatie van het bedrijfsleven tot voorbeeld nemend, is de Regering voornemens de organisaties die het personeel vertegenwoordigen, te laten deelnemen aan het beheer van de, voor het welzijn van het personeel opgerichte sociale werken.

De regering regelt de "syndicale detachering" en bekrachtigt aldus een sedert meer dan twintig jaar bestaand administratief gebruik.

Leden van het Rijkspersoneel kunnen op die wijze worden gedetacheerd van het bestuur om zich geheel te wijden aan de verdediging van de beroepsbelangen van hun collega's.

*

* *

Het koninklijk besluit van 14 December 1937 voorzag reeds in de erkenning van de beroepsorganisaties. Het ontwerp maakt een onderscheid tussen erkenning en toelating. Deze laatste bestaat van rechtswege, zodra een erkende beroepsvereniging bij de verkiezing van het interdepartementaal comité een zetel heeft bekomen. Hoewel zij voortvloeit uit de verkiezing, wordt deze erkenning vastgesteld bij koninklijk besluit.

De afgevaardigde der beroepsorganisaties moeten eveneens erkend worden om deel uit te maken van de syndicale comité's van advies en van de personeelsraden.

De weigering of de intrekking van de erkenning behoort tot de discretionnaire macht van de regering. Deze bepalingen zijn in rechte te verantwoorden, gelet op de bevoegdheid die aan de syndicale commissies van advies is toegekend. Geen enkele wet immers verplicht de Koning, beroepsorganisaties die zijn erkenning niet zouden gekregen hebben, aan het beheer van de door de ministeries opgerichte sociale werken te doen deelnemen.

Het verslag aan de Regent zegt van de beslissingen tot weigering of intrekking van de erkenning dat zij zijn "maatregelen van politieke aard die de ministeriële verantwoordelijkheid voor het Parlement en de openbare mening gaande maken"; het zijn niettemin bestuurshandelingen in de zin van artikel 9 van de wet van 23 December 1946.

*

* *

In de bepalingen betreffende de verkiezing van de syndicale commissies van advies worden de artikelen 19 tot 32 van het koninklijk besluit van 14 December 1937, op een paar lichte wijzigingen na, letterlijk overgenomen.

Artikel 17 van dit koninklijk besluit bepaalde: "De candidatuur der groeperingen is ontvankelijk zo haar statuten ten minste één jaar vóór de datum der verkiezing werden ingediend".

.../...

Het ontwerp doet dus geen afbreuk aan enig verkregen recht, waar het, de beroepsverenigingen, die hun statuten vóór 1 Januari 1949 niet zouden neergelegd hebben, van de eerstvolgende verkiezing uitsluit.

*
* *

Om te beginnen herinnert het ontwerp aan artikel 20 van de Grondwet en aan de wet, die de vrijheid van verenigin waarborgt. Volgens het verslag aan de Regent "kan deze inleiding overtollig blijken van uit een juridisch oogpunt; zij is niettemin een niet te versmaden waarborg en morele voldoening voor het Rijkspersoneel en dezes vereniging".

De grondwettelijke waarborgen, die de Belgen sedert het begin van het Koninkrijk genieten, hoeven in een reglementaire tekst geenszins opnieuw te worden bevestigd. In het eerste verslag van de koninklijke commissaris voor de administratieve hervorming leest men daarover het volgende:

"Het recht van vereniging is het Rijkspersoneel evenals al de burgers gewaarborgd door artikel 20 van de Grondwet. Het hoeft dus in het statuut niet te worden bevestigd; het wel bevestigen ware de betekenis van dat beginsel verminderen, des te meer daar het statuut slechts bij koninklijk besluit wordt vastgesteld. Het door onze Grondwet toegekende recht van vereniging werd overigens op alle gebied verstrekt door de wet van 24 Mei 1921".

De Raad van State oordeelt dat de inleidende artikels juridisch overbodig zijn en stelt voor ze weg te laten.

*
* *

.../...

De leden der syndicale comité's van advies zijn tot geheimhouding verplicht van de feiten, waarvan zij tijdens hun syndicale opdracht kennis hebben genomen. Het schenden van die verplichting kan het intrekken van de toelating tot gevolg hebben. Het lijkt overbodig nog andere "bij koninklijk besluit vast te stellen" administratieve sancties te bepalen.

De in artikel 77 van het statuut van het Rijkspersoneel opgesomde tuchtstraffen kunnen aan de leden der syndicale comité's van advies worden opgelegd, indien dezen ambtenaren zijn. Een koninklijk besluit zou, anderdeels, in geen geval tegen leden van die comité's, die geen ambtenaren zijn, een andere tuchtstraf dan het intrekken van toelating kunnen voorzien.

*
* *

Voorts dienen in het ontwerp slechts vormwijzigingen te worden aangebracht, die men in de navolgende tekst terugvindt :

.../...

BESLUIT VAN DE REGENT HOUDENDE HET SYNDICAAL STATUUT VAN HET RIJKSPERSONEEL.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 20 en 66, tweede lid van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 24 Mei 1921 tot waarborging der vrijheid van vereniging ;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937, houdende het statuut van het Rijkspersoneel, namelijk op de artikelen 101, 3°, 115 en 116 ;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd door de besluiten van de Regent van 11 Februari 1946 en 27 September 1947, zoals zij zijn gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 6 Juli 1946, 12 Februari 1947, 17 Augustus, 4 October en 17 November 1948 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 April 1947, houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel, namelijk op artikel 16, 3° ;

Gelet op het besluit van de Regent van 10 April 1948, houdende het statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, namelijk op artikel 15, 3° ;

Gelet op het advies van de Syndicale Commissie van Advies ingesteld bij het besluit van de Regent van 28 Augustus 1946, zoals dit werd gewijzigd bij het besluit van de Regent van 18 October 1946 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

.../...

Op de voordracht van de Eerste Minister, de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen en op het advies van de in raad vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

TITEL I. - TOEPASSINGSVELD VAN HET SYNDICAAL STATUUT.

Artikel 1.-

Dit syndicaal statuut is van toepassing op het personeel onderworpen aan het koninklijk besluit van 2 October 1937, aan het besluit van de Regent van 30 April 1947 of aan het besluit van de Regent van 10 April 1948, en op elke andere persoon die gedurende ten minste vijftig uren per maand zijn diensten aan de Rijksbesturen verstrekt.

TITEL II. - ERKENNING EN TOELATING VAN DE SYNDICALE ORGANISATIES.

Artikel 2.-

Bij een ministerieel departement zijn erkend de syndicale organisaties van het Rijkspersoneel die er een afschrift van hun statuten en de lijst van hun verantwoordelijke leiders neerleggen. Deze bescheiden worden bij een ter post aangetekend schrijven toegezonden aan de Minister.

De erkenning kan echter geweigerd worden bij met redenen omklede ministeriële beslissing, binnen 2 maanden na de neerlegging der statuten.

De erkenning kan ten allen tijde door een met redenen omkleed koninklijk besluit ingetrokken worden.

De erkenning van de federaties van syndicale organisaties wordt onder dezelfde voorwaarden verkregen door toezending van de statuten en van de lijst hunner verantwoordelijke leiders aan de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

.../...

Artikel 3.-

Elke wijziging in de statuten, alsmede elke verandering in de samenstelling der comité's of raden van bestuur van de erkende syndicale organisaties moeten dadelijk ter kennis van de betrokken Minister(s) gebracht worden.

Artikel 4.-

Elke erkende syndicale organisatie kan toegelaten worden, hetzij bij een ministerieel departement, hetzij bij de gezamenlijke ministeriële departementen :
Zij is toegelaten bij een ministerieel departement, wanneer zij bij de verkiezing bepaald in titel VII van dit besluit ten minste één zetel bekomen heeft in de departementale syndicale raad van advies ingesteld in de schoot van dit departement ;
Zij is toegelaten bij de gezamenlijke ministeriële departementen, wanneer zij bij de in het vorige lid bedoelde verkiezing ten minste één zetel in de interdepartementale syndicale raad van advies heeft bekomen.

Elke erkende syndicale organisatie wordt bij koninklijk besluit toegelaten, binnen 2 maanden na de bekendmaking van de uitslagen der verkiezing bedoeld in de 2 vorige leden.

TITEL III. - MODALITEITEN BETREFFENDE DE SYNDICALE BEDRIJVIGHEID DER ERKENDE ORGANISATIES EN DER TOEGELATEN ORGANISATIES.

Eerste afdeling. - Opdracht en bevoegdheid der erkende syndicale organisaties.

Artikel 5.-

De syndicale organisaties zijn gemachtigd om rechtstreeks betrekkingen te onderhouden met de ministers, door wie zij erkend werden.

.../...

Artikel 6.-

De erkende syndicale organisaties nemen, volgens modaliteiten, bij koninklijk besluit te bepalen, deel aan het beheer van de sociale werken ingesteld of in te stellen voor het welzijn van het personeel.

Zij wijzen de vertegenwoordigers van het personeel in de personeelsraden aan, met inachtneming van het aantal zetels dat zij er bekomen bij de verkiezing bepaald in titel VII van dit besluit.

Artikel 7.-

De syndicale organisaties zijn gemachtigd berichten aan te plakken in de ministeriële departementen waarbij zij erkend zijn.

Deze berichten worden vóór de aanplakking voor gezien getekend door een ambtenaar, daartoe door de Minister aangewezen.

Artikel 8.-

De erkende syndicale organisaties mogen, buiten de diensturen, in de gebouwen van de besturen van de Staat vergaderen, behoudens toelating van de minister of van diens afgevaardigde.

Afdeling II. - Bevoegdheid die verband houdt met de toelating van de erkende syndicale organisaties.

Artikel 9.-

Slechts de toelating wettigt de erkende syndicale organisaties om, bij de ministers van wie zij de toelating hebben bekomen, verzoekschriften in te dienen, gehoor aan te vragen, wensen uit te brengen, klachten of voorstellen te doen in het gemeenschappelijk belang van het personeel.

.../...

Artikel 10.-

De bij één of meer ministers toegelaten syndicale organisaties alleen zijn bevoegd om klachten of eisen door een bepaald lid van het personeel naar voren gebracht in te dienen.

In dit geval onderzoeken de onderscheiden bestuursoverheden, elk binnen de perken van haar bevoegdheid, de uitgebrachte klachten en eisen; zij doen bij hun hiërarchische meerderen verslag en geven hun mededeling van hun opmerkingen en conclusiën.

Elk in artikel 1 van dit besluit bedoeld lid van het personeel dat geroepen is om zijn handelingen voor een hiërarchisch meerdere te verantwoorden, mag de bijstand van een afgevaardigde van een toegelaten syndicale organisatie vragen.

Elk in artikel 1 van dit besluit bedoeld personeelslid dat zijn bedrijfsbelangen laat verdedigen door een vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een toegelaten syndicale organisatie waarvan de betrokkene lid is, blijft verder beschikken over de hiërarchische middelen van beroep die voor hem persoonlijk openstonden.

In de gevallen bepaald in het 3e lid van dit besluit mag hij zich niet onttrekken aan de door zijn meerderen gegeven bevelen ; hij moet onverwijld elke verklaring verstrekken die mocht geëist worden door het Hoog Comité van Toezicht.

Afdeling III. - Bepalingen van toepassing op de syndicale afgevaardigden.

Artikel 11.-

Alleen de verantwoordelijke afgevaardigden der toegelaten syndicale organisaties en zij die regelmatig gemandateerd zijn mogen een syndicale opdracht bij het bestuur vervullen.

.../...

Elke opdracht door de afgevaardigden der syndicale organisaties uit te oefenen in de syndicale raden van advies alsmede in de personeelsraden moet toegelaten zijn door de bevoegde minister. Deze minister kan de toelating weigeren noch intrekken, vooraleer het advies ingewonnen te hebben van het comité of van de raad waarin de betrokkene geroepen is zijn opdracht uit te oefenen of zij uitoefent.

Elke syndicale opdracht uit te oefenen in een personeelsraad mag slechts toevertrouwd worden aan vast aangestelde personeelsleden die in werkelijke dienst zijn in de instellingen of diensten waarvoor deze personeelsraad werd ingesteld. De dienstactiviteit is de toestand van het personeelslid dat, regelmatige titelvoerder van een graad, de functies uitoefent van één der ermede overeenstemmende betrekkingen.

Artikel 12.-

De in artikel 1 van dit besluit bedoelde leden van het personeel mogen slechts ten bate van het personeel der openbare diensten een syndicale opdracht uitoefenen.

Indien zij deelnemen aan de werkzaamheden van de commissies en comité's in de schoot der toegelaten syndicale organisaties ingesteld, bekomen zij speciaal verlof.

Dit door de bevoegde overheid regelmatig toegestaan verlof komt niet in aanmerking bij de berekening van het jaarlijks vacantieverlof. Zij geven geen aanleiding tot enige bijkomende dienst.

Indien zij door een toegelaten syndicale organisatie aangewezen zijn om het personeel der openbare diensten op regelmatige en vaste wijze te vertegenwoordigen, mogen de in artikel 1 van dit besluit bedoelde leden van het personeel niet in functie blijven in hun betrekking, noch er verder de bevoegdheden van uitoefenen.

.../...

Artikel 13.-

Gedurende de dienstschorsing welke zij bekomen overeenkomstig het 4e lid van artikel 12, bevinden de in artikel 1 van dit besluit bedoelde leden van het personeel zich in de toestand van syndicale detachering.

In deze toestand is het hun mogelijk in het kader van hun oorspronkelijk departement verder hun rechten op bevordering en op inrustestelling te genieten.

De bevordering bedoeld in het vorige lid wordt bepaald door het laatste signalement vóór hun detachering toegekend.

Artikel 19 van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, is op hen van toepassing.

Artikel 14.-

In geval van bevordering in graad in het kader van hun bestuur, zijn de in artikel 13 van dit besluit bedoelde leden van het personeel er toe gehouden hun nieuw ambt gedurende ten minste een jaar te vervullen.

Deze verplichting wordt hun echter niet opgelegd bij hun eerste bevordering tot een hogere graad.

Indien de geldende reglementsbepalingen een proeftijd opleggen voor het verlenen van de eerste bevordering, kunnen dezelfde leden van het personeel de genoemde bevordering in hun toestand van gedetacheerde bekomen, mits bij hun wederindiensttreding de proeftijd op bevredigende wijze te doen.

Artikel 15.-

De in artikel 13 van dit besluit bedoelde leden van het personeel ontvangen verder de bezoldiging die hun zou vereffend en uitgekeerd geweest zijn, indien zij in werkelijke dienst gebleven waren, na aftrek van alle wettelijke of reglementaire kortingen.

.../...

De Schatkist draagt er de last van, onder voorbehoud van terugvordering zoals vermeld in het volgend lid.

De toegelaten syndicale organisatie vertegenwoordigd door in artikel 13 van dit besluit bedoelde leden van het personeel stort elk kwartaal aan de Staat terug het globaal bedrag der sommen die door de Schatkist te hunnen bate gedurende het vorig kwartaal werkelijk uitgegeven werden.

Op de wijze bepaald in artikel 2, derde lid, van dit besluit, wordt de erkenning ontnomen aan de syndicale organisaties die bij het verstrijken van een kwartaal de in het vorige lid vermelde terugbetalingen niet hebben gedaan.

De geldelijke toestand van de leden van het personeel die krachtens artikel 12 van dit besluit bijzonder verlof bekomen, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van de vorige alinea's.

Artikel 16.-

Na de vervulling van een syndicale opdracht, worden de in artikel 13 van dit besluit bedoelde leden van het personeel terug opgenomen in het kader van hun oorspronkelijk bestuur.

Zij worden weer in dienst gesteld in de betrekking waarvan zij de titularis zijn.

Artikel 17.-

Een individuele toelatingskaart, wordt aan de vaste syndicale afgevaardigden overhandigd. De vorm er van, de vermeldingen en de voorwaarden van aflevering worden vastgesteld door de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

Artikel 18.-

De afgevaardigden van de syndicale organisaties zijn er toe gehouden niets kenbaar te maken van de feiten en bescheiden van vertrouwelijke aard waarvan zij in de loop van hun syndical

.../...

opdracht kennis hebben genomen.

De Minister alleen oordeelt over de vertrouwelijke aard van deze feiten en bescheiden.

Op de schending van de in het vorige lid voorgeschreven geheimhouding zullen administratieve straffen gesteld worden. Zij kan de intrekking van de in artikel 11, tweede lid van dit besluit bepaalde toelating tot onmiddellijk gevolg hebben. Zij kan eveneens de onverwijlde terugroeping in werkelijke dienst van de in artikel 13 van dit besluit bedoelde leden van het personeel met zich brengen.

TITEL IV. - DE SYNDICALE RADEN VAN ADVIES.

Eerste afdeling. - Algemene organieke bepalingen.

Artikel 19.-

Voor de besturen van de Staat worden de volgende syndicale raden van advies opgericht :

1° de interdepartementale syndicale raad van advies ;

2° de departementale syndicale raden van advies ;

3° bij voorkomend geval, syndicale subcomité's van advies.

De syndicale subcomité's van advies kunnen, bij ministerieel besluit, opgericht worden in elk bestuur of dienst of per groep van besturen of diensten in de departementen met meer dan vijftienhonderd leden van het personeel in werkelijke dienst.

Artikel 20.-

De syndicale raden van advies zijn samengesteld uit evenveel gewone leden die het personeel vertegenwoordigen en door de toegelaten syndicale organisaties aangewezen zijn, als gewone leden, die de betrokken minister vertegenwoordigen.

.../...

Zij tellen zoveel plaatsvervangende leden als er gewone leden zijn. De plaatsvervangende leden worden volgens dezelfde modaliteiten als de gewone leden aangewezen en toegelaten. Zij mogen de vergaderingen slechts bijwonen om de gewone leden te vervangen.

Artikel 21.-

De interdepartementale syndicale raad van advies bepaalt in zijn huishoudelijk reglement en met inachtneming van dit besluit, de wijze waarop hij zijn bevoegdheden uitoefent.

Dit reglement zal aan de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, ter goedkeuring voorgelegd worden.

Artikel 22.-

De departementale syndicale raden van advies bepalen in hun huishoudelijk reglement, en met inachtneming van dit besluit, de wijze waarop zij hun bevoegdheden uitoefenen.

Zij maken, bij voorkomend geval, het huishoudelijk reglement op van het subcomité of de subcomité's van advies, opgericht in de departementen waar zij fungeren.

De in het eerste en tweede lid van dit artikel bedoelde huishoudelijke reglementen zullen aan de betrokken minister ter goedkeuring voorgelegd worden.

Artikel 23.-

De syndicale raden van advies kunnen slechts beraadslagen, wanneer de meerderheid van hun stemgerechtigde leden aanwezig is.

De syndicale afgevaardigden die het personeel vertegenwoordigen en leden van het personeel die de betrokken minister vertegenwoordigen, welke beide groepen aan de stemming deelnemen, moeten even talrijk zijn.

.../...

Personen die gunstig bekend zijn om hun technische onderlegdheid, kunnen opgeroepen worden om hun advies te geven in de onderscheiden syndicale raden van advies, telkens als deze raadpleging dienstig wordt geacht.

Artikel 24.-

Elke beslissing wordt bij volstrekte meerderheid van stemmen genomen.

Bij staking van stemmen, is het voorstel verworpen.

Artikel 25.-

De betrokken minister bepaalt de agenda van de syndicale raden van advies en draagt op hun voorzitters de zorg over de datum der vergaderingen vast te stellen.

De agenda wordt aan de gewone en aan de plaatsvervangende leden toegezonden.

De syndicale raden van advies mogen geen andere punten dan die op de agenda bespreken of er over beslissen.

Artikel 26.-

De vergaderingen van de syndicale raden van advies worden geopend en gesloten door de voorzitter. Deze leidt de debatten en verzekert de orde in de vergadering. Hij is in geen enkel geval stemgerechtigd.

Een door de voorzitter aangewezen lid van het personeel maakt de notulen op van de adviezen, wensen en stemmingen uitgebracht tijdens de vergaderingen van de syndicale raden van advies.

Elk lid der minderheid kan zijn stem in de notulen doen optekenen.

.../...

Aan de notulen der vergadering kan bij voorkomend geval een door de minderheid opgestelde beknopte nota worden toegevoegd.

Een exemplaar van de notulen wordt onder de handtekening van de voorzitter toegezonden aan al de gewone en aan al de plaatsvervangende leden, alsmede aan de voorzitters der toegelaten syndicale organisaties die in de syndicale raden van advies vertegenwoordigd zijn.

De door de ministers genomen beslissingen betreffende aangelegenheden die behoren tot de adviserende bevoegdheid van de syndicale raden van advies, worden ter kennis van deze raden gebracht binnen de termijn van een maand.

Tweede afdeling. - Samenstelling der syndicale raden van advies.

Artikel 27.-

De interdepartementale syndicale raad van advies is samengesteld uit een voorzitter en uit vier en twintig gewone leden. De gewone leden en de plaatsvervangende leden worden in gelijk getal aangewezen door de toegelaten syndicale organisaties en door de minister tot wiens bevoegdheid de dienst van het algemeen bestuur behoort met akkoord van de minister die aan het hoofd staat van het departement waar zij, bij voorkomend geval, in dienst zijn.

De interdepartementale syndicale raad van advies wordt voorgezeten door de secretaris-generaal van het departement waaronder de dienst van het algemeen bestuur hoort.

Ingeval de secretaris-generaal verhinderd is, wordt het voorzitterschap waargenomen door de afgevaardigde van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

Deze minister woont de vergaderingen van de interdepartementale syndicale raad van advies bij, telkens als hij dit nuttig acht. In dit geval, zit hij de vergadering voor.

.../...

Artikel 28.-

Elke departementale syndicale raad van advies is samengesteld uit een voorzitter en uit gewone leden wier getal, dat voor elk departement bij ministerieel besluit wordt vastgesteld naar rato van twee leden voor duizend stemgerechtigde leden van het personeel, niet minder dan acht en niet meer dan twintig mag bedragen.

Het voorzitterschap van elke departementale raad van advies wordt waargenomen door de secretaris-generaal van het departement of, ingeval deze verhinderd is, door een ambtenaar door de bevoegde minister aangewezen.

Telkens als hij het nuttig acht, woont de minister de vergaderingen bij van de departementale syndicale raad van advies, opgericht in het door hem bestuurd departement. In dit geval, zit hij de vergadering voor.

Artikel 29.-

Elk syndicaal subcomité van advies is samengesteld uit een voorzitter en uit gewone leden wier getal, dat bij ministerieel besluit wordt vastgesteld naar rato van twee leden voor duizend stemgerechtigde leden van het personeel, niet minder dan zes en niet meer dan tien mag bedragen.

Het voorzitterschap van elk syndicaal subcomité van advies wordt waargenomen door een ambtenaar, aangewezen door de minister die het departement bestuurt.

Telkens als hij het nuttig acht, woont de secretaris-generaal van het departement, waar één of meer syndicale subcomité's van advies opgericht zijn, de door hen gehouden vergaderingen bij. In dit geval zit hij de vergadering voor.

Artikel 30.-

Een toegelaten syndicale organisatie die vertegenwoordigd is in de departementale raad van advies van een ministerie, zonder vertegenwoordigd te zijn in een in dit ministerie opge-

.../...

richt subcomité, mag naar de vergaderingen van dit subcomité een afgevaardigde zenden die er raadgevende stem heeft.

Derde afdeling. - Bevoegdheid van de syndicale raden van advies.

Artikel 31.-

Door de betrokken ministers of door de toegelaten syndicale organisaties, worden voor advies aan de syndicale raden van advies voorgelegd :

1° alle vraagstukken die verband houden met het administratief en geldelijk statuut van het personeel, de rangschikking van de ambten en de qualificering der betrekkingen ;

2° alle maatregelen betreffende de beroepsopleiding van het personeel, de materiële inrichting der diensten, de verbetering der arbeidsvoorwaarden, de gezondheid en de veiligheid der werknemers.

Alle desbetreffende onderrichtingen worden in vijf exemplaren aan de betrokken syndicale organisaties overgemaakt.

Artikel 32.-

De interdepartementale syndicale raad van advies dient van advies over de in artikel 31 bedoelde vraagstukken en maatregelen, wanneer deze vraagstukken of deze maatregelen het personeel of een gedeelte van het personeel van verschillende of van al de ministeriële departementen aanbelangen.

De departementale syndicale raden van advies hebben dezelfde bevoegdheid als de interdepartementale raad van advies voor de vraagstukken en maatregelen, die het personeel van een enkel departement rechtstreeks aanbelangen.

De syndicale subcomité's van advies hebben dezelfde bevoegdheid als de departementale syndicale raden van advies

.../...

voor de vraagstukken en maatregelen, die het personeel van de besturen of diensten waarvoor zij opgericht zijn, rechtstreeks aanbelangen.

De syndicale subcomité's van advies geven mededeling van hun advies aan de departementale syndicale raad van advies waarvan zij afhangen.

Behoudens strijdig advies van de departementale syndicale raad van advies, kunnen de syndicale subcomité's van advies een verslag richten tot het hoofd van het bestuur of van de dienst, voor de vraagstukken die enkel dit bestuur of deze dienst aanbelangen.

Artikel 33.-

Over de geschillen van de bevoegdheid tussen de interdepartementale syndicale raad van advies en de departementale syndicale raden van advies beslist de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

Artikel 34.-

De gewone en de plaatsvervangende leden van de syndicale raden van advies kunnen zich alle algemene documentatie en alle onderrichtingen betreffende op de agenda gebrachte aangelegenheden doen bezorgen.

Artikel 35.-

De syndicale raden van advies oordelen zelf over de procedures aan te wenden overeenkomstig de bepalingen genomen in hun huishoudelijk reglement om hun beraadslagingen voor te lichten en het onderzoek van de hun voorgelegde zaken tot een goed einde te brengen.

Zij kunnen namelijk een enquête omtrent de op de agenda gebrachte feiten instellen of doen instellen.

.../...

De personen die zij daartoe bevoegd verklaren, mogen slechts in gelijk getal gekozen worden onder de vertegenwoordigers van de betrokken minister en de vertegenwoordigers van het personeel door de toegelaten syndicale organisaties aangewezen.

Artikel 36.-

De gewone leden en, bij dezer ontstentenis, de plaatsvervangende leden van de syndicale raden van advies zijn bovendien gerechtigd op vertoon van hun toelatingskaart, aanwezig te zijn bij alle administratieve enquêtes, onder andere die bepaald in artikel 35 en betreffende voorwerpen waarvoor zij bevoegd zijn, met uitzondering van die van vertrouwelijke aard en die uitgevoerd door het hoog comité van toezicht.

De minister oordeelt, alleen, over de vertrouwelijke aard van de enquêtes.

De syndicale afgevaardigden mogen de tuchtenquêtes, slechts met de toestemming van de betrokken leden van het personeel, bijwonen.

Artikel 37.-

De gewone leden en, bij dezer ontstentenis, de plaatsvervangende leden van de syndicale raden van advies bekomen binnen acht dagen mededeling van het verslag over de in het vorig artikel bedoelde enquêtes.

Binnen 3 dagen na de ontvangst van dit bescheid, kunnen zij een nota met opmerkingen indienen, welke bij het dossier gevoegd wordt.

De personen die aan een in artikel 36 bedoelde enquête deelnemen, gaan op hun erewoord de verbintenis aan niets kenbaar te maken omtrent de feiten en bescheiden waarvan zij te dezer gelegenheid in kennis zijn gesteld.

.../...

TITEL VI. - DE PERSONEELSRADEN.

Artikel 38.-

In de dienst of de instelling met ten minste 25 leden van het personeel in werkelijke dienst wordt een personeelsraad ingesteld.

Deze raad is samengesteld uit gewone leden wier getal, dat niet minder dan 2 en niet meer dan 20 mag bedragen bij ministerieel besluit vastgesteld wordt, voor elke instelling of voor elke dienst, naar rato van :

2 gewone leden voor 25 tot en met 29 leden van het personeel in werkelijke dienst ;

4 gewone leden voor 50 tot 100 leden van het personeel in werkelijke dienst ;

6 gewone leden voor 101 tot 200 leden van het personeel in werkelijke dienst ;

8 gewone leden voor 201 tot 500 leden van het personeel in werkelijke dienst ;

10 gewone leden voor 501 tot 1.000 leden van het personeel in werkelijke dienst ;

Twee gewone leden zullen aangewezen worden per bijkomende groep van 500 personeelsleden in werkelijke dienst.

Het getal afgevaardigden van het personeel mag nooit minder bedragen dan dat der vertegenwoordigers van de minister.

De leden van het personeel hebben zoveel plaatsvervangende leden als gewone leden.

De plaatsvervangende leden worden aangewezen en toegelaten volgens dezelfde modaliteiten als de gewone leden. Zij mogen de vergaderingen slechts bijwonen om gewone leden te vervangen.

.../...

Artikel 39.-

Het voorzitterschap van elke personeelsraad wordt waargenomen door een afgevaardigde van het hoofd van de instelling of van de dienst.

Het hoofd van de instelling of van de dienst woont echter de vergaderingen bij telkens als hij dit nuttig acht en zit dan voor.

Artikel 40.-

De minister is in de personeelsraad vertegenwoordigd door de afgevaardigde van het hoofd van de instelling of van de dienst.

De vertegenwoordiging van de minister wordt, bij voorkomend geval, aangevuld met de volgende personen :

1° het hoofd van de dienst voor veiligheid en gezondheid ;

2° een lid van het meesterspersoneel ;

3° de geneesheer aan de instelling of de dienst verbonden ;

4° de maatschappelijke assistent aan de instelling of de dienst verbonden ;

5° een lid van het personeel wiens betrekking beantwoordt aan een technische qualificering ;

6° andere leden van het personeel.

Artikel 41.-

De personeelsraden dienen van advies omtrent de vraagstukken en de maatregelen bedoeld in artikel 31 van dit besluit, met uitsluiting van die van algemene aard en betreffende de administratieve en geldelijke toestand van het personeel, wanneer deze vraagstukken en deze maatregelen hun rechtstreeks zijn voorgelegd of ingegeven door het personeel, door dezes afgevaardigden of door het hoofd van de instellingen of van diensten waarvoor zij zijn opgericht.

.../...

Het personeel van de instellingen of van de diensten steekt zijn vragen, wenken of klachten in speciale brievenbussen welke door het hoofd van de dienst of van de instelling te zijner beschikking worden gesteld.

De voorzitter van de personeelsraden bericht de ontvangst van de gedane opmerkingen, wenken en klachten.

Artikel 42.-

De personeelsraden vervullen de ambten toegekend aan de comité's voor veiligheid en gezondheid ingesteld bij het besluit van de Regent van 3 December 1946 ter vervanging van het besluit van 11 Februari 1946 tot instelling van de organen voor veiligheid en gezondheid in de handels- en de nijverheidsinrichtingen, alsmede in de openbare diensten en inrichtingen en die van openbaar nut.

Artikel 43.-

De personeelsraden oefenen hun adviserende bevoegdheid uit vóór elke administratieve beslissing, behalve in de gevallen van overmacht.

De vraagstukken en de maatregelen waarover zij hun advies gegeven hebben, kunnen op verzoek van de vertegenwoordigers van het personeel voorgelegd worden aan de bevoegde departementale syndicale raad van advies of aan het bevoegde subcomité, indien de hoofden van de betrokken instellingen of diensten, alsmede hun hiërarchische meerderen menen er geen gevolg te kunnen aan geven.

Artikel 44.-

De personeelsraden mogen slechts advies uitbrengen, wanneer de meerderheid van hun stemgerechtigde leden tegenwoordig is. Elk advies wordt gegeven bij volstrekte meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen mag het niet uitgebracht worden.

.../...

Artikel 45.-

De personeelsraden komen ten minste eens per maand samen; zij worden bijeengeroepen door hun voorzitter die de agenda bepaalt en uitreikt, uiterlijk daags vóór de vergadering, aan de leden die geroepen zijn om zitting te hebben.

De vergaderingen van de personeelsraden worden gehouden in een lokaal dat te hunner beschikking wordt gesteld door de bestuursoverheden, tijdens de diensturen, indien de inrichting van de dienst zulks mogelijk maakt.

Artikel 46.-

De vergaderingen van de personeelsraden worden geopend en gesloten door hun voorzitter. Deze leidt de debatten en verzekert de orde der vergaderingen. Hij neemt deel aan de beraadslagingen maar doet geen notulen van de vergaderingen opmaken.

Hij is evenwel verplicht in het dossier van de op de agenda gebrachte aangelegenheden in een nota aan te tekenen dat de tegenwoordige stemgerechtigde leden het eens waren. Wanneer dezen het niet eens zijn, stelt hij dadelijk een kort en nauwkeurig verslag op, waarin hij de afwijkende standpunten uiteenzet en laat het door de raad goedkeuren.

Artikel 47.-

De voorzitter van elke personeelsraad laat "ad valvas" in de betrokken instellingen en diensten een beknopt verslag omtrent de door deze raad gehouden vergaderingen aanplakken.

Hij tekent voor gezien de korte mededelingen welke de personeelsraad beslist te verstrekken omtrent de organisatie van zijn vergaderingen, alsmede omtrent de stappen bij de administratieve overheden gedaan.

.../...

Artikel 48.-

De personeelsraden stellen hun huishoudelijk reglement vast volgens een typemodel uitgewerkt door de departementale syndicale raden van advies of door de syndicale subcomité's van advies met de goedkeuring van de betrokken minister

TITEL VI. - BIJZONDERE BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE LEDEN VAN DE SYNDICALE RADEN VAN ADVIES EN OP DE LEDEN VAN DE PERSONEELSRADEN.

Artikel 49.-

De in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelsleden, geroepen om zitting te hebben in de syndicale raden van advies of in de personeelsraden als gewoon lid, als plaatsvervangend lid of als persoon gunstig gekend om zijn technische onderlegdheid, bekomen bijzonder verlof of dienstschorsing om hen in staat te stellen de vergaderingen van deze raden bij te wonen.

Onverminderd de bepalingen van de artikelen 14 tot 22 van dit besluit, mogen de voordelen vermeld in het vorige lid geen aanleiding geven tot enige tegenprestatie. Zij worden echter slechts toegekend op overlegging van de oproepingsbrief, verzonden onder de handtekening hetzij van de voorzitter van de syndicale raad van advies of van de personeelsraad, hetzij van de secretaris van de toegelaten syndicale organisatie die bevoegd is om een plaatsvervangend lid of een om zijn technische onderlegdheid gunstig gekende persoon aan te wijzen.

De oproepingsbrief vermeldt de naam van het voor de vergadering opgeroepen lid van het personeel, alsmede dag en uur van de vergaderingen.

Artikel 50.-

De secretarissen van de syndicale raden van advies, alsmede de voorzitters van de personeelsraden maken aan de

.../...

betrokken bestuursoverheden de afwezigheid bekend van de leden die rijksambtenaren zijn, welke ook dezer positie of administratieve toestand moge zijn.

Artikel 51.-

Voor de vervulling van hun opdracht genieten de leden van de syndicale raden van advies en van de personeelsraden de reisvergoedingen en vervoerfaciliteiten zoals bepaald bij de bestuursreglementen.

Voor de toepassing van dit artikel, wordt geen onderscheid gemaakt tussen de gewone leden, de plaatsvervangende leden en de personen aangewezen wegens hun technische onderlegdheid om hun advies te geven in de syndicale raden van advies.

Artikel 52.-

Behalve de in het vorig artikel bedoelde vergoedingen, is geen enkele compensatie of bezoldiging verschuldigd aan de leden van de syndicale raden van advies of aan die der personeelsraden.

TITEL VII. - VERKIEZING.

Eerste afdeling. - Algemene bepalingen.

Artikel 53.-

Om de drie jaar, in de loop van het eerste kwartaal, bepaalt een verkiezing aan welke erkende syndicale organisaties het personeel de aanwijzing zijner afgevaardigden in de syndicale raden van advies en in de personeelsraden wil toevertrouwen. De minister, tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, stelt de datum van deze verkiezing vast. Er heeft geen verkiezing plaats, wanneer slechts een enkele syndicale organisatie zich candidaat stelt of wanneer de mede-

.../...

dingende organisaties het eens geworden zijn omtrent de vertegenwoordiging die aan elk hunner moet toegekend worden. Dit akkoord dat door verantwoordelijke afgevaardigden van elke organisatie moet ondertekend worden, is geldig voor de duur der toe te kennen mandaten.

Artikel 54.-

Is ontvankelijk de candidatuur van de syndicale organisaties, die overeenkomstig artikel 2 van dit besluit/erkend zijn/ sedert ten minste een jaar vóór de vastgestelde datum van de verkiezing.

De erkende syndicale organisaties, die aan de in het voorgaande lid gestelde voorwaarde voldoen worden, bij een ter post aangetekend schrijven, in kennis gesteld van die datum en van de vastgesteldetermijn voor de voordracht der candidaten. Hun wordt eveneens mededeling gedaan van de datum vastgesteld voor de loting, waarbij de rangschikking van de erkende syndicale organisaties op de stembiljetten wordt bepaald.

Artikel 55.-

De voordracht van de erkende syndicale organisaties geschiedt bij een ter post aangetekend schrijven, dat door twee verantwoordelijke leiders ondertekend en aan de betrokken Minister wordt toegezonden.

Tweede afdeling. - Kiesrecht.

Artikel 56.-

Hebben kiesrecht de personen bedoeld in artikel 1 van dit besluit, voor zover zij ten minste sedert één jaar in werkelijke dienst zijn.

Elke kiezer heeft slechts recht op één stem. Bij cumulatie van ambten, mag hij zijn stemrecht slechts wegens het hoofdambt uitoefenen.

.../...

Mogen aan de verkiezing niet deelnemen:

1° de leden van het personeel die in hun dienst bij preventieve of tuchtmaatregel geschorst zijn;

2° de leden van het personeel, die voor een wettelijke periode onder de wapens zijn opgeroepen of wederopgeroepen;

3° de leden van het personeel, die wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig zijn, en in het kader zijn vervangen, met uitzondering van de leden van het personeel, die het bijzonder stelsel genieten, voorbehouden aan de in dienst gekwetste leden van het personeel;

4° de ter beschikking gestelde leden van het personeel.

Derde afdeling. - Stemming en kiesverrichtingen.

Artikel 57.-

De verkiezingen worden door de algemene diensten of door de besturen ingericht.

Artikel 58.-

De lijst der stemburelen wordt door de algemene diensten of door de besturen aan de erkende syndicale organisaties en aan de erkende federaties van syndicale organisaties overgemaakt

Artikel 59.-

De stemburelen worden ingericht in de hoofdbesturen en, bij voorkomend geval, in de buitendiensten, namelijk in de gewestelijke directies, inspecties, controlediensten, bureau's, werkplaatsen, dépôts.

Zij zijn samengesteld uit de leidende ambtenaar of zijn gemachtigde, die het voorzitterschap waarneemt, en uit twee bijzitters, door de voorzitter gekozen onder leden van het personeel van twee verschillende categorieën.

.../...

Artikel 60.-

Elk der besturen belast met het inrichten van de verkiezingen doet te bekwamer tijd aan de voorzitters der stemburelen, onder verzegelde omslag, de voor de verkiezingen nodige stembiljetten geworden. Het model dezer biljetten is bij dit besluit gevoegd. Het opschrift van de omslag vermeldt, benevens het adres van de geadresseerde, het getal daarin gesloten biljetten. Deze omslag mag slechts in aanwezigheid van het regelmatig samengesteld bureel en van de in artikel 63 bedoelde getuigen van de zegels ontdaan en geopend worden. Het getal biljetten wordt nageteld en de uitkomst van deze telling in het proces-verbaal opgetekend.

Artikel 61.-

De deelneming aan de stemming is verplicht. Elke niet gewettigde onthouding wordt eventueel met een tuchtstraf gestraft.

De stemming is geheim; zij geschiedt bij voorkomend geval in twee of drie zittingen om het personeel in staat te stellen er deel aan te nemen.

Artikel 62.-

De kiezer maakt met een te zijner beschikking gesteld potlood het wit puntje zwart, in het vak bovenaan de naam van de erkende syndicale organisatie, waarvoor hij verlangt te stemmen.

Zijn ongeldig:

1° de biljetten, waarop voor meer dan één erkende beroepsorganisatie gestemd is;

2° de biljetten, welke niet verschaft zijn door het stembureel waar de stemming plaats heeft;

3° de bevuilde biljetten, deze waarop een teken voorkomt en deze waarvan de vorm of de afmetingen mochten gewijzigd zijn.

.../...

Indien de kiezer bij onachtzaamheid een biljet bevuilt of beschadigt, kan hij van de voorzitter een ander bekomen, na hem het eerste, dat vernietigd zal worden, te hebben teruggegeven.

Artikel 63.-

Alle maatregelen dienen genomen om het geheim der stemming alsmede de goede gang der verrichtingen te waarborgen. De erkende syndicale organisaties mogen in elk bureel vertegenwoordigd zijn door één van hun leden, die als getuige de stemverrichtingen bijwoont.

In de burelen met meer dan vijf en twintig kiezers steken dezen hun biljet in een verzegelde stembus, waarvan de opening na elke stemmingsvergadering gesloten wordt door middel van reepjes papier, waarop de leden van het bureel en de getuigen, die de erkende syndicale organisaties vertegenwoordigen hun handtekening plaatsen.

Na de afloop der verrichtingen, en in aanwezigheid der getuigen, worden de ingevulde, de niet gebruikte en de vernietigde biljetten gesteld en afzonderlijk in een met zegellak verzegelde omslag gesloten, samen met het proces-verbaal der stemming.

Deze omslag wordt naar het stemopnemingsbureel gezonden: benevens het adres, is aan de buitenkant de vermelding aangebracht:" Verkiezing voor de departementale syndicale raad van advies". Onder geen enkel voorwendsel, mogen de biljetten door de stemburelen geopend of opgenomen worden.

Artikel 64.-

In het proces-verbaal der stemming, bedoeld in het derde lid van het voorgaand artikel, worden de opmerkingen aangetekend van de getuigen, die de erkende syndicale organisaties vertegenwoordigen. De lijst van de leden van het personeel die gestemd hebben, en de lijst van hen die zich niet aangemeld hebben, worden er eveneens bijgevoegd.

.../...

Artikel 65.-

In de burelen met slechts vijf en twintig kiezers of minder en die niet bij andere kunnen gevoegd worden om een stembureel van die belangrijkheid te vormen, ontvangt ieder kiezer een omslag, waarop het gedrukt opschrift voorkomt : "Verkiezing voor de departementale syndicale raad van advies".

De kiezer geeft deze gesloten omslag af, nadat hij er zijn stembiljet heeft ingestoken.

Voor de omslagen wordt te werk gegaan, zoals gezegd voor de stembiljetten.

Artikel 66.-

Zo nodig, kunnen sommige op zichzelf staande kiezers de toelating krijgen om hun stembiljet, onder een dubbele ter post aangetekende omslag aan het hun aangewezen stembureel te doen geworden. Op de buitenste omslag wordt dezelfde gedrukte vermelding aangebracht als die in het voorgaand artikel opgegeven.

De binnenste enveloppe zal slechts in het stemopnemingsbureel worden geopend.

Artikel 67.-

De stemmen worden opgenomen in aanwezigheid van afgevaardigden der erkende syndicale organisaties, door de hoofddiensten van de met de inrichting der verkiezingen belaste besturen.

De stembiljetten worden gerangschikt en opgenomen per bestuur, per instelling of per dienst, om aldus de afgevaardigden in de personeelsraden aan te wijzen.

.../...

Artikel 68.-

Elk bestuur, dat met de stemopneming belast is, deelt de uitkomst der stemming aan de secretaris-generaal mede onder de handtekening van de verantwoordelijke ambtenaren en van de getuigen.

Artikel 69.-

In de syndicale raden van advies, met uitzondering van de interdepartementale syndicale raad van advies, worden de zetels door de algemene diensten verdeeld naar rato van het totaal getal stemmen, onderscheidenlijk bekomen ;

1° per departement, voor de toekenning van zetels in de departementale syndicale commissie van advies ;

2° per bestuur of per dienst, voor de toekenning van zetels in de syndicale subcomité's van advies ;

3° per instelling of per dienst, voor de toekenning van zetels in de personeelsraden.

Deze verdeling geschiedt op de volgende wijze : het door elke organisatie bekomen kiescijfer wordt achtereenvolgens gedeeld door 1, 2, 3, 4 en 5 enz... en de zetels worden in de volgorde van de aldus bekomen hoogste quotiënten toegewezen.

Artikel 70-

Van de interdepartementale syndicale raad van advies kunnen deel uitmaken, de erkende syndicale organisaties en de erkende federaties van syndicale organisaties, die één twintigste der stemmen in ten minste twee departementen bekomen.

Artikel 71.-

Binnen vijftien dagen volgend op de verkiezingen, geven de ministers aan hun collega, tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, mededeling van de uitslagen der stemming.

De dienst van het algemeen bestuur telt de stemmen samen welke de in het voorgaand artikel bedoelde syndicale organisaties in al de departementen behaald hebben; hij verdeelt

./...

de zetels in de interdepartementale syndicale raad van advies, met inachtneming van de voorschriften van artikel 69, laatste lid, van dit besluit.

Hij geeft aan ieder minister kennis van de uitslagen van deze rangschikking.

Artikel 72.-

De verrichtingen, bedoeld in de artikelen 69 en 71, tweede lid, van dit besluit, geschieden binnen de maand, nadat van de uitslagen kennis werd gegeven aan de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

Deze verrichtingen worden bijgewoond door getuigen die de verschillende erkende syndicale organisaties vertegenwoordigen welke aan de verkiezing hebben deel genomen.

De ministers brengen de uitslagen ter kennis van het personeel en van de erkende syndicale organisaties.

Artikel 73.-

De erkende syndicale organisaties geven de betrokken minister, binnen vijftien dagen na de bekendmaking van het koninklijk besluit waarbij zij hun toelating bekomen, kennis van de namen, voornamen en hoedanigheid van de afgevaardigden die zij aanwijzen om het personeel in de syndicale raden van advies te vertegenwoordigen.

De voordracht van deze afgevaardigden geschiedt bij een ter post aangetekend schrijven, door twee verantwoordelijke leiders ondertekend.

Artikel 74.-

De erkende syndicale organisaties geven de betrokken minister, binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de uitslagen der verkiezing, kennis van de namen, voornamen en

./...

en hoedanigheid van de afgevaardigden, die zij mogen aanwijzen om het personeel in de personeelsraad te vertegenwoordigen.

Vierde afdeling . - Overgangsbepalingen.

Artikel 75 -

Slechts de syndicale organisaties van vast benoemd rijkspersoneel, die deel genomen hebben aan de in de loop van het jaar 1938 ingerichte verkiezing voor de samenstelling van de personeelsraden, alsmede die welke hun statuten vóór 1 Januari 1949, bij één of meer departementen hebben neergelegd, zijn gemachtigd hun candidatuur te stellen voor de verkiezing, welke binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit besluit zal plaats hebben .

TITEL VIII. SLOTBEPALINGEN.

Artikel 76 -

Zijn opgeheven op de datum van de kennisgeving van de uitslagen der verkiezingen, bedoeld bij artikel 72 , derde lid van dit besluit :

1° Titel XIV van het koninklijk besluit van 2 October 1937, houdende het statuut van het Rijkspersoneel ;

2° het koninklijk besluit van 14 December 1937, tot oprichting van de personeelsraden van het Rijkspersoneel ;

3° het besluit van de Regent van 28 Augustus 1946, houdende oprichting bij het Ministerie van Begroting van een syndicale commissie van advies, zoals het gewijzigd is bij het besluit van de Regent van 18 October 1946.

Artikel 77 -

De Ministers zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

Vanwege de Regent:
De Eerste-Minister,

De Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen,

L.436/I

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs:	J. SUETENS, président du Conseil d'Etat,	président
De Heren:	voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	V. DEVAUX,	conseillers d'Etat
	M. SOMERHAUSEN,	raadsheren van State
	F. VAN DIEVOET,	assesseurs de la section de législation
	J. VAUTHIER,	bijzitters van de afdeling wetgeving
	G. PIQUET, greffier adjoint,	greffier
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,